

Peter Rossetti

Université de Toronto

**L'institution la plus décevante du Canada :
analyse du potentiel gâché de la période des questions**

Introduction

Une séance de la période de questions a pris une tournure particulièrement houleuse en 2024, lorsque l'ancien premier ministre Justin Trudeau et l'actuel chef du Parti conservateur et chef de l'opposition officielle Pierre Poilievre se sont lancés des insultes de part et d'autre de la Chambre des communes. Trudeau a traité le chef conservateur de « mou » et l'a accusé de courtiser des « groupes nationalistes blancs » en allant à la rencontre d'une manifestation contre la taxe carbone, tandis que M. Poilievre a qualifié le premier ministre de « cinglé », de « radical » et d'« extrémiste » pour avoir soutenu les efforts de décriminalisation des drogues en Colombie-Britannique¹. L'échange verbal entre les deux hommes ne s'est apaisé que lorsque M. Poilievre a été expulsé par le Président de la Chambre pour avoir refusé de retirer le qualificatif « cinglé »². Si l'expulsion du chef de l'opposition officielle à la période de questions est rare, les insultes et les attaques personnelles sont fréquentes. Cependant, bien que ce type de comportement incendiaire soit devenu monnaie courante lors de la période des questions, cela ne reflète en aucun cas la manière dont cette institution devrait fonctionner.

Comme le démontrera cet essai, la période des questions à la Chambre des communes devrait être l'occasion de mettre en pratique le principe de gouvernement responsable, où sont mises publiquement en lumière les lacunes des politiques gouvernementales et où s'imposent des questions de fonds à l'ordre du jour du gouvernement. Si les joutes politiques agressives qui caractérisent généralement la période des questions sont captivantes, cet engouement a pour grave conséquence de maintenir la population canadienne dans l'ignorance des véritables orientations du gouvernement, car ce type de comportement étouffe tout dialogue constructif. Ce comportement provocateur démontre que la période des questions ne donne pas les résultats qu'elle devrait donner, ce qui garantit que cette institution continuera à négliger à la fois de demander des comptes au gouvernement en place et d'informer les Canadiens sur les politiques publiques.

¹ John Paul Tasker, « Speaker kicks Poilievre out of the Commons after he calls PM a 'wacko' in tense question period exchange ». *CBC News*, 30 avril 2024.

<https://www.cbc.ca/news/politics/poilievre-trudeau-whacko-1.7189600>.

² Tasker, « Speaker ».

Mise en lumière et imposition

Depuis la Confédération canadienne, le gouvernement responsable est l'un des principes politiques fondamentaux qui sous-tendent la démocratie canadienne. On peut définir comme une caractéristique de la gouvernance canadienne « la responsabilité des actes du pouvoir exécutif devant un organe législatif démocratiquement élu. Cette responsabilité implique tout d'abord que le pouvoir exécutif soit tenu de défendre ses actions devant la Chambre³ ». En d'autres termes, un gouvernement responsable signifie que l'exécutif, composé du premier ministre et de ses ministres, doit défendre et justifier ses décisions devant les différents députés élus qui composent la Chambre des communes. À ce titre, la période des questions constitue un exercice direct du gouvernement responsable.

Plus précisément, la période des questions permet aux députés de poser publiquement des questions de 35 secondes et de recevoir des réponses de 35 secondes pendant environ 45 minutes par jour, du lundi au vendredi⁴. Habituellement, ce sont les députés de l'opposition, c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent pas au parti ministériel, qui posent le plus de questions au gouvernement⁵. Le parti d'opposition disposant du plus grand nombre de sièges est appelé « opposition officielle⁶. » En posant des questions, les députés peuvent obtenir « des renseignements du gouvernement [...] pour qu'ils confrontent le gouvernement et le tiennent responsable de ses actions, et pour qu'ils soulignent ses manquements apparents⁷ ». Ainsi, en permettant de scruter et d'examiner le pouvoir exécutif avec des questions orales, la période des questions vise à obliger le gouvernement à rendre des comptes à la Chambre et, par extension, au public canadien.

Cet essai présente deux façons par lesquelles la période des questions peut contribuer à un gouvernement responsable. Cette obligation de rendre des comptes au public s'exerce principalement par la *mise en lumière* et l'*imposition*. La mise en lumière signifie simplement que la période des questions est une tribune où les députés des partis d'opposition peuvent

³ Patrick Malcomson, Richard Myers, Gerald Baier et Thomas M. J. Bateman, eds., *The Canadian Regime: An Introduction to Parliamentary Government in Canada*, 7^e éd. (Presses de l'Université de Toronto, 2021), 45 [TRADUCTION].

⁴ Eric Janse et Jeffrey LeBlanc, eds., *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, 4^e éd., (Chambre des communes, 2025), <https://www.noscommunes.ca/procedure/procedure-et-les-usages-4/ch11-2-f.html>.

⁵ Janse et LeBlanc, *Chambre des communes*.

⁶ Janse et LeBlanc, *Chambre des communes*.

⁷ Janse et LeBlanc, *Chambre des communes*.

utiliser leurs questions pour attirer l'attention du public sur ce qu'ils considèrent comme des décisions politiques gouvernementales contestables. Par exemple, en 1983, les députés de l'opposition du Parti progressiste-conservateur ont demandé au ministre Pierre Bussières si son ministère du Revenu national avait adopté un « système de quotas » qui évaluait les percepteurs d'impôts en fonction du montant des impôts sur les revenus des sociétés et des particuliers qu'ils percevaient⁸. Alors que le Parti libéral au pouvoir n'a cessé de nier ces accusations, les progressistes-conservateurs ont continué à interroger M. Bussières de manière agressive et quotidienne, allant même jusqu'à produire leurs propres documents attestant de l'existence d'un « système de quotas » au sein du ministère – ce qui a conduit à la création d'un groupe d'enquête et au licenciement du vice-premier ministre pour négligence⁹. Bien que le Parti libéral n'ait jamais admis sa faute, sa réaction aux documents fournis par les progressistes-conservateurs lors de la période des questions semble indiquer que l'opposition avait poussé le gouvernement à s'attaquer à un problème qui aurait pu prendre de l'ampleur et avoir un effet significatif sur les Canadiens.

Un autre exemple s'est produit à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique en 2013. Au cours de la période des questions, l'opposition officielle, alors représentée par le NPD de Colombie-Britannique, a divulgué des documents qui avaient fait l'objet d'une fuite et indiquant que le Parti libéral de Colombie-Britannique, alors au pouvoir, avait l'intention d'utiliser des fonds publics à des fins partisans au sein des communautés ethniques¹⁰. Plus précisément, et par cette série de questions, le NPD de Colombie-Britannique a révélé que ce document prévoyait d'utiliser les excuses publiques adressées aux communautés racisées pour des injustices historiques comme des « gains rapides » visant à obtenir un soutien politique¹¹. Sans surprise, le Parti libéral de la Colombie-Britannique s'est retrouvé plongé dans une profonde controverse; néanmoins, la population de la Colombie-Britannique a été bien servie par l'opposition. Les habitants de la Colombie-Britannique avaient été efficacement informés du projet du gouvernement d'utiliser l'argent des contribuables, les communautés ethniques et

⁸ C. E. S. Franks, *The Parliament of Canada*, Presses de l'Université de Toronto, 1987, p. 152.

⁹ Franks, *The Parliament*, 152.

¹⁰ Colombie-Britannique, Assemblée législative, *Debates of the Legislative Assembly (Hansard)*, 39^e législature, 5^e session, vol 42 (27 février 2013), 1400 (J. Horgan).
<https://www.leg.bc.ca/hansard-content/Debates/39th5th/20130227pm-Hansard-v42n7.htm>.

¹¹ Colombie-Britannique, Assemblée législative, *Debates of the Legislative Assembly (Hansard)*, 39^e législature, 5^e session, vol 42 (27 février 2013), 1410 (J. Kwan).

l'histoire tragique de ces dernières comme des outils pour atteindre des objectifs électoraux partisans.

Comme on l'a vu plus haut, l'une des façons dont la période des questions sert à demander des comptes au gouvernement sur ses actions consiste à exposer au public ses décisions les moins souhaitables. Comme C.E.S. Franks l'écrit : « Le débat et la période des questions garantissent qu'aucun sujet n'est intouchable, que tous peuvent être examinés sous le feu des projecteurs les plus embarrassants¹² ». Cependant, la mise au jour des actions du gouvernement n'est qu'une des façons dont la période des questions permet de tenir le gouvernement responsable devant le public. Comme on l'indique plus haut, cet essai désigne l'*imposition* comme une autre voie que les députés peuvent emprunter pendant la période des questions pour demander des comptes au gouvernement. Il s'agit notamment d'imposer à l'ordre du jour du gouvernement des questions qui revêtent une importance particulière pour le public canadien en les soulevant sans cesse lors de la période des questions.

Cette idée selon laquelle la période des questions sert à amener le gouvernement à répondre aux principales préoccupations des Canadiens a été mise en évidence dans la littérature parlementaire. Par exemple, un article de 2024 a mis en évidence une forte corrélation entre la période des questions et l'intérêt du public pour le changement climatique. L'étude a porté sur les conservateurs, le NPD et les libéraux entre 2006 et 2021 et a révélé que « en moyenne, lors de la période des questions, la proportion des interventions d'un parti consacrée au changement climatique augmente de 0,4 % suite à une hausse de 1 % de l'importance accordée à cette question par l'opinion publique¹³ ». Il est particulièrement intéressant de noter qu'entre 2011 et 2015, alors que le Parti conservateur et le NPD occupaient respectivement les fonctions de parti au pouvoir et d'opposition officielle, tous deux ont abordé le changement climatique lors de la période des questions à une fréquence similaire¹⁴. Les auteurs qualifient ce constat de remarquable, étant donné l'approche conservatrice en matière de changement climatique a généralement été considérée comme insuffisante, tandis que le NPD a fait de cette question un pilier central de sa doctrine politique¹⁵. Ce qui signifie que le fait de constater que les

¹² C. E. S. Franks, *The Parliament*, 154 [TRADUCTION].

¹³ R. Michael Alvarez et Jacob Morrier, « Issue Responsiveness in Canadian Politics: Are Parties Responsive to the Public Salience of Climate Change in the Question Period? » *Political Research Quarterly* 77, n° 1 (2024) : 176, <https://doi.org/10.1177/10659129231194270> [TRADUCTION].

¹⁴ Alvarez et Morrier, « Issue Responsiveness », 180.

¹⁵ Alvarez et Morrier, « Issue Responsiveness », 180.

conservateurs au pouvoir font preuve d'une réactivité face au changement climatique tout aussi forte que celle de l'opposition officielle :

...met en évidence le rôle significatif joué par la période des questions pour garantir la responsabilité démocratique. En donnant aux partis d'opposition la possibilité de définir l'ordre du jour, la période des questions leur permet de faire pression sur le gouvernement pour qu'il se penche sur des questions qui revêtent une importance pour le public, mais qui, sans cela, risqueraient d'être ignorées ou négligées¹⁶.

L'influence exercée par le NPD pour imposer le changement climatique comme un enjeu majeur aux conservateurs est devenue encore plus évidente lorsque ces derniers ont perdu le pouvoir. Après être devenus l'opposition officielle en 2015, la réactivité des conservateurs face au changement climatique a chuté d'environ 77 % et est devenue « statistiquement indiscernable de zéro », alors même que l'importance de cette question aux yeux du public continuait de croître¹⁷. En d'autres termes, l'attention accrue portée par le Parti conservateur à la question du changement climatique ne découlait pas d'une volonté intrinsèque de répondre aux préoccupations des Canadiens. Cet intérêt n'existait, en réalité, que grâce à la pression que le NPD, en tant qu'opposition officielle, a pu exercer sur l'ordre du jour des conservateurs au pouvoir.

De plus, le fait d'imposer des enjeux importants lors de la période des questions ne fait pas qu'accroître l'attention que les partis au pouvoir accordent à ces questions, mais peut également déboucher sur de réels changements de politique. Par exemple, Erica Rayment explique comment, au cours de la 34^e législature, les députés de l'opposition du Parti libéral et du NPD ont utilisé la période des questions pour poser des questions sur la violence à l'égard des femmes et, ce faisant, ont imposé cette question à l'ordre du jour du parti au pouvoir¹⁸. Elle note que ces « efforts visant à forcer le gouvernement à prendre des mesures en matière de violence à l'égard des femmes ont tiré parti de la structure institutionnelle du sous-comité de la condition féminine pour obtenir de petites avancées pour les femmes¹⁹ ». Plus précisément, le sous-comité a rédigé un rapport dont de nombreuses recommandations ont été reprises dans les nouvelles mesures législatives sur les armes à feu du parti au pouvoir²⁰. Aucune de ces « petites

¹⁶ Alvarez et Morrier, « Issue Responsiveness », 180 [TRADUCTION].

¹⁷ Alvarez et Morrier, « Issue Responsiveness », 178.

¹⁸ Erica Rayment, *What Women Represent: The Impact of Women in Parliament* (Presses universitaires McGill-Queen's, 2024), 113.

¹⁹ Rayment, *Women*, p. 130 [TRADUCTION].

²⁰ Rayment, *Women*, p. 119.

avancées » n'aurait vu le jour sans le travail initial des députés qui ont utilisé la période des questions pour attirer l'attention sur cette importante question.

Ce que révèle donc l'analyse ci-dessus, c'est la véritable finalité de la période des questions au Canada. Elle est conçue pour être une institution favorisant le développement d'un gouvernement responsable – notamment en *mettant en lumière* les insuffisances des politiques gouvernementales et en *imposant* les préoccupations du public à l'ordre du jour du gouvernement. C'est ce que *devrait* être la période des questions. Ni la mise en lumière ni l'imposition ne peuvent à elles seules changer radicalement la politique gouvernementale, mais ce n'est pas nécessairement leur objectif. C'est plutôt grâce à ces deux méthodes que la période des questions a le potentiel de servir d'étincelle initiale nécessaire pour pousser le gouvernement à rendre des comptes sur ce qu'il a fait ou sur ce qu'il a évité de faire.

Une réalité décourageante

Bien que la forme idéale de la période des questions décrite ci-dessus soit réalisable, comme l'illustrent les exemples susmentionnés, elle n'est malheureusement pas la norme. Une étude réalisée en 2024 par Ruxandra Serban a comparé l'usage de remarques provocatrices lors de la période des questions au Parlement canadien et dans les instances équivalentes en Australie, au Royaume-Uni et en Irlande. Alors qu'environ 40 % des questions posées en Australie et au Royaume-Uni, et seulement 15 % de celles posées en Irlande, contenaient des remarques provocatrices, près de 80 % des questions posées lors de la période des questions au Parlement canadien se sont révélées provocatrices²¹. Cependant, la provocation n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Dans son étude, Serban définit les « remarques provocatrices » comme des critiques à l'égard du premier ministre, du gouvernement, du parti et, surtout, la politique gouvernementale²². Or, près de 100 % de toutes les questions posées lors de la période de questions au Parlement canadien visaient à attaquer le Premier ministre, le gouvernement ou le parti plutôt qu'à critiquer la politique elle-même²³. Plus précisément, elle écrit que les chefs de l'opposition officielle au Canada, qui posent généralement le plus grand

²¹ Ruxandra Serban, « Conflictual behaviour in legislatures: Exploring and explaining adversarial remarks in oral questions to prime ministers », *The British Journal of Politics and International Relations* 26, n° 2 (2024) : 560-561, <https://doi.org/10.1177/13691481231189381>.

²² Serban, « Conflictual behaviour », 552-553.

²³ Serban, « Conflictual behaviour », 561.

nombre de questions, se sont montrés « nettement provocateurs, 93 % de leurs questions comportant des éléments de provocation » et que ces questions « recouraient principalement à des critiques personnalisées à l'encontre du premier ministre²⁴ ». Cela laisse donc entendre que l'opposition se préoccupe souvent davantage de diffamer le premier ministre et de critiquer sa manière de diriger le gouvernement que d'apporter un éclairage véritable et substantiel sur les dérives de la politique gouvernementale et sur la direction qu'elle devrait prendre.

Non seulement cet état déplorable de la période des questions a été mis en évidence dans la littérature universitaire, mais il a également été dénoncé par des députés, tant anciens qu'actuels. Par exemple, l'ancien député libéral Sergio Marchi, revenant sur son expérience de député de l'opposition dans les années 1980, a décrit les tactiques d'attaque qui étaient monnaie courante lors des périodes des questions auxquelles il participait. M. Marchi écrit :

« Malheureusement, cette mentalité excessivement agressive a contribué à une dégradation de la culture politique. Elle a entraîné un nivellement par le bas. Lorsque le gouvernement s'abaissait à un certain niveau, nous, dans l'opposition, allions encore plus bas. Tout semblait constituer un scandale. C'était un cercle vicieux. Pendant la période des questions, lorsque nous, les libéraux, étions dans l'opposition, nous faisons une montagne avec des choses sans grande importance, ce qui était vraiment regrettable²⁵. »

Plus précisément, M. Marchi revient sur la manière dont ses collègues députés libéraux s'en prenaient au Parti progressiste-conservateur au pouvoir pour les questions les plus insignifiantes. Il évoque sa consternation lorsque ses collègues ont demandé si le premier ministre avait servi du vin canadien lors d'un récent vol à bord d'un avion gouvernemental²⁶. Il évoque également une autre occasion où son parti s'en est pris au ministre des Affaires étrangères pour avoir voyagé en première classe à destination de Hong Kong, alors qu'il s'agissait du seul billet d'avion commercial disponible et que le ministre devait s'y rendre rapidement pour une affaire gouvernementale urgente²⁷. M. Marchi conclut en affirmant que ces « attaques futiles » n'avaient d'autre but que de semer la méfiance parmi les députés et les partis, d'empêcher les accords bipartites et d'accroître le cynisme du public à l'égard de la démocratie canadienne²⁸. En

²⁴ Serban, « Conflictual behaviour », 562-563 [TRADUCTION].

²⁵ Sergio Marchi, « What We Lose When Question Period Becomes Performance Art », *The Walrus*, 26 janvier 2026, <https://thewalrus.ca/what-we-lose-when-question-period-becomes-performance-art/> [TRADUCTION].

²⁶ Sergio Marchi, « Performance Art ».

²⁷ Marchi, « Performance Art. »

²⁸ Marchi, « Performance Art. »

d'autres termes, la période des questions ne semblait pas être un cadre propice à la responsabilisation du gouvernement.

Des sentiments similaires sont également exprimés par les députés actuels. Par exemple, le député Corey Hogan, qui représente actuellement la circonscription de Calgary Confederation, a plaidé en faveur de changements substantiels dans la manière dont se déroule la période des questions. M. Hogan a critiqué la période des questions dans sa forme actuelle, estimant qu'elle se composait de « questions superficielles, de réponses superficielles et d'applaudissements frénétiques des deux côtés, comme si nous battions des records d'éloquence lors d'échanges de 35 secondes sur les marchés publics », et a fait remarquer que « trop souvent, cela ressemble à du bruit, et non à une réflexion approfondie²⁹ ». M. Corey semble partager la vision idéale présentée dans cet essai, selon laquelle la période des questions est un cadre où s'exerce la responsabilité gouvernementale. Il écrit que « le système canadien repose sur l'idée que le gouvernement doit rendre des comptes au Parlement de manière régulière et en public. C'est une bonne chose : un exécutif en perte de vitesse ne peut pas s'y cacher³⁰ ». Il admet toutefois que « le format actuel de la période de questions n'est pas à la hauteur. La véritable responsabilité ne se mesure pas en décibels ni en phrases chocs. Elle se mesure à la capacité des Canadiens à apprendre quelque chose qu'ils ne savaient pas auparavant³¹ ». C'est pourquoi M. Hogan soutient lui aussi que le comportement actuel des députés lors de la période de questions sape activement la capacité de cette institution à créer un environnement politique productif.

Bien que la période des questions soit une institution où l'opposition devrait demander des comptes au gouvernement, tant les données statistiques que les témoignages concrets indiquent le contraire. Comme on l'a vu plus haut, la période des questions donne principalement lieu à des critiques peu constructives et à des insultes personnelles visant le premier ministre, son gouvernement ou son parti, plutôt qu'à la mise en lumière des erreurs politiques du gouvernement ou à l'inscription de questions pertinentes à l'ordre du jour gouvernemental. Comme l'explique M. Franks, dans la pratique, « la période des questions est un moyen de discréditer tant les ministres à titre individuel que le gouvernement dans son ensemble, afin de convaincre le public que l'opposition serait le meilleur choix lors des

²⁹ Corey Hogan, « Canadians deserve a better question period », *iPolitics*, 2 février 2026, <https://www.ipolitics.ca/2026/02/02/canadians-deserve-a-better-question-period/> [TRADUCTION].

³⁰ Hogan, « Canadians deserve » [TRADUCTION].

³¹ Hogan, « Canadians deserve » [TRADUCTION].

prochaines élections³² ». Dans des travaux universitaires plus récents, ce phénomène décrit par M. Franks a été qualifié de « campagne permanente ». Ou, comme l'explique Alex Marland, cette idée selon laquelle les partis politiques se livrent constamment à une lutte pour gagner le soutien populaire, même en dehors des cycles électoraux³³. En théorie, tant la *mise en lumière* que l'*imposition* permettraient d'atteindre cet objectif en révélant respectivement les erreurs commises par un gouvernement et les questions pertinentes qu'il a négligées. Cependant, les partis d'opposition d'aujourd'hui semblent avoir compris que mettre l'exécutif dans l'embarras est la méthode préférable pour assouvir ce désir insatiable de soutien électoral futur. En conséquence, dans sa forme actuelle, la période des questions à la Chambre des communes s'est dérobée à sa responsabilité de demander des comptes au gouvernement devant le public canadien.

Un compromis valable?

Certains se sont cependant demandé si ce comportement lors de la période des questions était nécessairement une mauvaise chose. Par exemple, dans une étude fondée sur des entretiens menée par M^{me} Serban, certains députés semblaient soutenir que la place prépondérante occupée par les attaques verbales lors de la période des questions ne constituait pas seulement un élément de cette institution, mais aussi une caractéristique essentielle de celle-ci. M^{me} Serban rapporte que, bien que « tous les participants interrogés aient confirmé qu'un style d'interrogation provocateur fasse partie de la culture de la période des questions, les députés de l'opposition considèrent ce type de questions comme une *caractéristique* de leur rôle »³⁴. Suivant cette logique selon laquelle un comportement provocateur est nécessaire, M^{me} Serban a constaté que certains députés « estimaient que la combativité rendait la période des questions plus “passionnante” : un moyen de représenter son parti et d'attaquer le gouvernement de manière à attirer l'attention. Comme l'a dit l'une des personnes interrogées, la période de questions n'est pas un endroit où l'on se montre aimable³⁵ ». Selon ce point de vue, les propos incendiaires tenus

³² Franks, *The Parliament*, 146 [TRADUCTION].

³³ Alex Marland, Anna Lennox Esselment et Thierry Giasson, « Welcome to the Permanent Campaign », dans *Permanent Campaigning in Canada*, sous la direction d'Alex Marland, Anna Lennox Esselment et Thierry Giasson, Vancouver, UBC Press, 2017, p. 5.

³⁴ Ruxandra Serban, « Questions to the Prime Minister in the Canadian House of Commons: Transformation or tweak? », *Parliamentary Affairs*, publication électronique avant impression (2025): 16, <https://doi.org/10.1093/pa/qsaf046> [TRADUCTION].

³⁵ Serban, « Transformation or tweak », 16 [TRADUCTION].

lors de la période de questions s'inscrivent dans la culture politique afin d'obtenir des avantages concrets.

La nature exacte de ces avantages a fait l'objet d'études dans la littérature universitaire. Par exemple, une étude réalisée en 2014 par Rob Salmond a examiné l'effet de différents types de périodes des questions sur le comportement des électeurs à travers le monde. Cette étude a mesuré les « connaissances politiques » du citoyen en fonction du nombre de candidats de sa circonscription qu'il était capable de citer, cette capacité étant considérée comme la référence absolue³⁶. L'étude a ainsi révélé que dans les pays où les « périodes des questions sont plus ouvertes et plus animées », comme au Canada, les citoyens étaient capables de citer davantage de candidats et faisaient donc preuve d'un niveau de connaissances politiques plus élevé³⁷. M. Salmond a donc conclu qu'« une période des questions ouverte et spontanée semble être l'un des nombreux facteurs qui incitent les citoyens à s'engager davantage en politique³⁸ ». Les mauvais comportements qui entachent la période des questions au Canada sont peut-être déplacés, mais Salmond soutient qu'ils ont le pouvoir, à tout le moins, de mobiliser et d'éduquer les masses canadiennes.

Cependant, de telles conclusions surestiment l'efficacité de la période des questions telle qu'elle se déroule actuellement. S'il est important que les électeurs canadiens s'engagent politiquement et connaissent les noms de leurs candidats locaux, cela se fait au détriment des débats politiques cohérents. En d'autres termes, le comportement agressif qui est devenu monnaie courante lors de la période des questions a non seulement empêché cette instance d'exercer une gouvernance responsable, mais a également considérablement entravé la capacité des Canadiens à obtenir des informations concrètes sur la politique gouvernementale. Plus précisément, ce comportement conduit le parti au pouvoir à chercher à étouffer, plutôt qu'à favoriser, un dialogue informatif lors de la période des questions, afin d'éviter de tomber dans les pièges rhétoriques tendus par l'opposition officielle et l'embarras public qui s'ensuivrait.

La principale méthode employée par le parti au pouvoir pour éviter de se retrouver dans l'embarras lors de la période des questions consiste à se préparer de manière obsessionnelle. Comme le décrit Jonathan Malloy, les ministres consacrent beaucoup de temps à préparer les

³⁶ Rob Salmond, « Parliamentary Question Times: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement », *The Journal of Legislative Studies* 20, n° 3 (2014) : 333, <https://doi.org/10.1080/13572334.2014.895121>.

³⁷ Salmond, « Parliamentary Question Times », 333 [TRADUCTION].

³⁸ Salmond, « Parliamentary Question Times », 337 [TRADUCTION].

réponses aux questions qu'ils estiment susceptibles d'être posées par l'opposition. Il explique qu'avant l'avènement des appareils électroniques portables, il n'était pas rare que les ministres se présentent à la période de questions avec des classeurs volumineux remplis de questions et de réponses possibles³⁹. Il évoque en outre comment, sous la direction de Stephen Harper, les ministres participaient à une « séance de simulation quotidienne » à huis clos avant chaque période des questions, au cours de laquelle ils étaient interrogés sur des sujets susceptibles d'être abordés⁴⁰. C'est cette préparation que M. Malloy décrit comme « faisant partie de la valeur globale de la période des questions », car « elle garantit que les ministres sont bien informés et prêts à rendre compte de leurs portefeuilles »⁴¹. Cependant, ce que M. Malloy omet de mentionner, c'est que cette préparation conduit généralement les députés du gouvernement à lire des réponses préparées à l'avance, quelles que soient les questions qui leur sont réellement posées.

Par exemple, une étude réalisée en 2026 par R. Michael Alvarez et Jacob Morrier, qui s'est penchée sur la qualité des réponses fournies pendant la période des questions, a révélé que le parti au pouvoir utilise généralement des messages partisans préétablis pour éluder les questions de l'opposition et donne souvent des réponses sans rapport avec les questions posées. MM. Alvarez et Morrier ont évalué la qualité de ces réponses en fonction de leur profondeur et de leur pertinence par rapport à la question posée⁴². Les auteurs ont constaté que « lors des 39^e, 40^e, 42^e et 43^e législatures, la qualité des réponses aux questions des députés des partis tiers était nettement supérieure à celle des réponses aux questions des députés de l'opposition officielle⁴³ ». Cela signifie que, si les questions des petits partis ont pu être traitées de manière relativement satisfaisante, celles posées par l'opposition officielle ont généralement reçu des réponses superficielles, souvent sans rapport avec leur contenu.

L'existence d'un décalage entre les questions et les réponses lors de la période des questions a également été corroborée par les témoignages des députés eux-mêmes. Dans la même étude d'entretiens menée par M^{me} Serban mentionnée plus haut, les députés ont souvent admis qu'ils considéraient les réponses comme « très scriptées », certains députés de l'opposition indiquant que « peu importe la question posée, le ministre lira très probablement

³⁹ Jonathan Malloy, *The Paradox of Parliament* (Presses de l'Université de Toronto, 2023), 125.

⁴⁰ Malloy, *Paradox*, 125.

⁴¹ Malloy, *Paradox*, 125 [TRADUCTION].

⁴² R. Michael Alvarez et Jacob Morrier, « Measuring the Quality of Answers in Political Q&As with Large Language Models », *Political Analysis* 34, n° 1 (2026) : 81, <https://doi.org/10.1017/pan.2025.10007>.

⁴³ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers, » p. 92 [TRADUCTION].

une réponse préparée à l'avance de toute façon⁴⁴ ». De plus, M^{me} Serban semble avoir mis au jour la raison pour laquelle il en est ainsi. Elle a constaté que les députés expliquaient que ce manque de réponses substantielles lors de la séance des questions et réponses découlait de la volonté « de générer des extraits médiatiques favorables, et d'éviter d'être pris en flagrant délit d'erreur, ce qui pourrait donner lieu à un extrait compromettant⁴⁵ ». En d'autres termes, même si les députés du gouvernement sont en théorie bien informés des préoccupations et des enjeux du moment, ils semblent tout de même refuser de s'écarter du discours approuvé par leur parti par crainte de mettre leur gouvernement dans l'embarras. Ce comportement donne lieu à des réponses qui n'ont que peu de rapport avec la question posée.

Le responsable de cette rupture du dialogue constructif n'est autre que le comportement provocateur qui caractérise la période des questions. Dans l'étude susmentionnée d'Alvarez et Morrier, on peut discerner une corrélation entre le caractère provocateur et insultant de la question et la pertinence de la réponse. Les auteurs ont publié deux tableaux montrant respectivement les questions et leurs réponses et présentant les niveaux de pertinence les plus bas et les plus élevés, et une tendance claire s'est dégagée. À l'extrémité inférieure, bon nombre des questions posées se terminent par un commentaire incendiaire sur la personnalité du ministre concerné. Par exemple, en posant une question sur la Chine, un député a fait remarquer que « le premier ministre n'a manifestement aucune crédibilité en ce qui concerne la Chine » et a demandé : « Comment les Canadiens sont-ils censés faire confiance à ce premier ministre pour agir dans leur meilleur intérêt?⁴⁶ ». La réponse a complètement ignoré les relations sino-canadiennes et le premier ministre en a plutôt profité pour féliciter les nouveaux députés de son parti qui venaient de remporter une élection partielle⁴⁷. Lors d'une autre question, un député a attaqué le ministre des Finances pour avoir personnellement versé 200 000 \$ à un ami afin qu'il prononce un discours; il a laissé entendre qu'une telle décision signifiait que le ministre « n'avait aucune autorité morale pour s'exprimer sur les questions budgétaires ou sur quoi que ce soit d'autre » et a demandé : « Pourquoi ne démissionne-t-il pas tout simplement?⁴⁸ ». Le ministre des Finances a rétorqué en affirmant que la question du député montrait « clairement que celui-ci n'avait pas pris la peine d'examiner les documents rendus publics⁴⁹ ». Dans de telles situations,

⁴⁴ Serban, « Transformation or tweak », p. 16 [TRADUCTION].

⁴⁵ Serban, « Transformation or tweak », p. 16 [TRADUCTION].

⁴⁶ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 87 [TRADUCTION].

⁴⁷ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 87

⁴⁸ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 87 [TRADUCTION].

⁴⁹ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 87 [TRADUCTION].

peut-on vraiment reprocher aux ministres qui répondent d’agir ainsi? Après tout, il est assez difficile de répondre à une question par un exposé sur la politique lorsque la question elle-même vise la personnalité de l’interlocuteur et n’utilise les décisions politiques que comme prétexte. Dans un tel contexte, le dialogue constructif est naturellement voué à l’échec.

Cependant, dans le deuxième tableau d’Alvarez et Morrier, qui regroupait les questions et réponses présentant la plus grande pertinence, on constatait une différence notable dans la manière dont les questions étaient posées. Par exemple, un député a demandé au secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants de « faire le point devant cette Chambre sur les prestations que notre gouvernement accorde aux anciens combattants blessés et à leurs familles », sans y joindre aucune remarque sarcastique⁵⁰. La question a ensuite reçu une réponse succincte, accompagnée d’un bref aperçu de « la prestation financière mensuelle moyenne à laquelle un ancien combattant blessé peut prétendre ».⁵¹ Une autre question demandait simplement ce que le gouvernement avait fait concernant les relations entre l’Éthiopie et le Canada, le premier ministre annonçant que son récent voyage en Afrique avait débouché sur « des négociations en vue d’un accord de promotion et de protection des investissements étrangers avec l’Éthiopie »⁵². Dans ces cas, la question n’est ni une attaque ad hominem mal dissimulée, ni éludée par le gouvernement. Au contraire, la population canadienne reçoit une véritable réponse de fond qui peut ensuite être utilisée pour comprendre l’orientation prise par le gouvernement en place dans un domaine politique donné.

La tendance que révèlent ces exemples est évidente : les questions courtoises reçoivent des réponses directes, tandis que celles qui ne sont que de simples attaques personnelles reçoivent des réponses superficielles. Bien que les auteurs ne précisent pas quelles questions provenaient des députés de l’opposition ou du gouvernement – ces derniers étant manifestement plus enclins à poser des questions plus faciles –, la tendance n’en reste pas moins indéniable. Cette tendance indique que la période des questions doit mettre fin aux querelles partisans mesquines si l’on veut qu’elle apporte un jour des informations concrètes au public canadien. Alors que l’opposition tente de mettre le gouvernement dans l’embarras avec des questions tendancieuses, le parti au pouvoir refuse naturellement de s’engager véritablement dans la

⁵⁰ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 88 [TRADUCTION].

⁵¹ Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 88 [TRADUCTION].

⁵² Alvarez et Morrier, « Quality of Answers », p. 89 [TRADUCTION].

période des questions – ce qui signifie qu’il est peu à même d’informer les Canadiens sur la politique gouvernementale.

Il n’est donc pas surprenant que la plupart des Canadiens aient une opinion négative de la période des questions. Par exemple, un sondage récent a révélé qu’un tiers des Canadiens considéraient les débats parlementaires, y compris la période des questions, comme « peu instructifs », tandis que 46 % et 54 % les qualifiaient respectivement d’« inutiles » et de « gesticulations »⁵³. Si les échanges agressifs de la période des questions peuvent être passionnants, captivants, voire instructifs pour les Canadiens à certains égards, ils ont pour grave conséquence de priver les citoyens de tout moyen réel de se faire une idée des orientations politiques de leur gouvernement. À quoi cela sert-il qu’un électeur canadien lambda soit capable de nommer une poignée de candidats de sa circonscription à chaque cycle électoral, s’il est incapable d’expliquer ce que proposent ces candidats ou leurs partis? Ce n’est guère un compromis valable. Non seulement le caractère polémique de la période des questions fait en sorte que les Canadiens ne la considèrent plus comme un lieu propice à un gouvernement responsable, où l’opposition pourrait mettre en lumière ou imposer des enjeux politiques, mais ce comportement garantit également l’incapacité de cette institution à fournir des informations de fond au public.

Conclusion

La période des questions à la Chambre des communes du Canada recèle un immense potentiel pour devenir le principal lieu d’exercice d’un gouvernement responsable au Canada, mais elle est au contraire, à l’heure actuelle, l’institution la plus décevante du pays. Pour garantir que le pouvoir exécutif soit tenu publiquement responsable, l’opposition devrait à la fois *mettre en lumière* les directives et décisions gouvernementales douteuses et *imposer* les préoccupations majeures de la population à l’ordre du jour du gouvernement. Aujourd’hui, cependant, l’opposition renonce à cette forme idéale de période des questions et utilise plutôt cette institution pour lancer systématiquement des insultes et des attaques à l’encontre du premier ministre, de son parti et de son gouvernement, dans l’espoir de recueillir un soutien électoral

⁵³ Michael Lee, « Canadians hold largely negative views of parliamentary debate, many see it as 'posturing': Angus Reid, » *CTV News*, 2 novembre 2023, <https://vancouver.ctvnews.ca/politics/article/canadians-hold-largely-negative-views-of-parliamentary-debate-many-see-it-as-posturing-angus-reid/#:~:text=These%20were%20followed%20by%20%22disrespectful,on%20the%20issue%20of%20heckling.>

futur en embarrassant publiquement le pouvoir exécutif. Si certains ont fait valoir que ce comportement provocateur favorisait l'engagement politique des Canadiens, les inconvénients de cette pratique l'emportent sur ces avantages supposés. Lorsque la période des questions devient systématiquement une tribune permettant à l'opposition de déguiser grossièrement des insultes en questions et de les lancer de l'autre côté de la Chambre dans l'espoir que le pouvoir en place commette une erreur et se mette dans l'embarras, le gouvernement se contente naturellement de répondre par des réponses superficielles et préparées. Dans ce contexte, aucun dialogue productif ou informatif ne peut avoir lieu. Il n'y a pas de gagnant, mais il y a certainement un perdant : le public canadien. Dans un tel contexte, les Canadiens perdent la période des questions à la fois comme moyen de mieux comprendre la politique gouvernementale et comme cadre favorisant la responsabilité gouvernementale.

Références

Alvarez, R. Michael, et Jacob Morrier. « Issue Responsiveness in Canadian Politics: Are Parties Responsive to the Public Salience of Climate Change in the Question Period? » *Political Research Quarterly* 77, n° 1 (2024) : 167–183. <https://doi.org/10.1177/10659129231194270>.

Alvarez, R. Michael, et Jacob Morrier. « Measuring the Quality of Answers in Political Q&As with Large Language Models. » *Political Analysis* 34, n° 1 (2026) : 78-95.
<https://doi.org/10.1017/pan.2025.10007>.

Colombie-Britannique. Assemblée législative. *Debates of the Legislative Assembly (Hansard)*. 39^e législature, 5^e session, vol 42 (27 février 2013).
<https://www.leg.bc.ca/hansard-content/Debates/39th5th/20130227pm-Hansard-v42n7.htm>.

Franks, C.E.S. *The Parliament of Canada*. Presses de l'Université de Toronto, 1987.

Hogan, Corey. « Canadians deserve a better question period. » *iPolitics*, 2 février 2026.
<https://www.ipolitics.ca/2026/02/02/canadians-deserve-a-better-question-period/>.

Janse, Eric et Jeffrey LeBlanc, dir. *La procédure et les usages de la Chambre des communes*. 4^e éd. Chambre des communes, 2025.
<https://www.noscommunes.ca/procedure/procedure-et-les-usages-4/ch11-2-f.html>.

Lee, Michael. « Canadians hold largely negative views of parliamentary debate, many see it as ‘posturing’: Angus Reid. » *CTV News*, 2 novembre 2023.
<https://vancouver.ctvnews.ca/politics/article/canadians-hold-largely-negative-views-of-parliamentary-debate-many-see-it-as-posturing-angus-reid/#:~:text=These%20were%20followed%20by%20%22disrespectful,on%20the%20issue%20of%20heckling>.

Malcomson, Patrick, Richard Myers, Gerald Baier et Thomas M.J. Bateman, dir. *The Canadian Regime: An Introduction to Parliamentary Government in Canada*. 7^e éd. Presses de l'Université de Toronto, 2021.

Malloy, Jonathan. *The Paradox of Parliament*. Presses de l'Université de Toronto, 2023.

Marchi, Sergio. « What We Lose When Question Period Becomes Performance Art ». *The Walrus*, 26 janvier 2026.

<https://thewalrus.ca/what-we-lose-when-question-period-becomes-performance-art/>.

Marland, Alex, Anna Lennox Esselment, et Thierry Giasson. « Welcome to the Permanent Campaign. » In *Permanent Campaigning in Canada*, sous la direction d'Alex Marland, Anna Lennox Esselment et Thierry Giasson. UBC Press, 2017.

Rayment, Erica. *What Women Represent: The Impact of Women in Parliament*. Presses universitaires McGill-Queen, 2024.

Salmond, Rob. « Parliamentary Question Times: How Legislative Accountability Mechanisms Affect Mass Political Engagement. » *The Journal of Legislative Studies* 20, n° 3 (2014) : 321-341. <https://doi.org/10.1080/13572334.2014.895121>.

Serban, Ruxandra. « Questions to the Prime Minister in the Canadian House of Commons: Transformation or tweak? » *Parliamentary Affairs*, publication électronique avant impression (2025) : 1-24. <https://doi.org/10.1093/pa/gsaf046>.

Serban, Ruxandra. « Conflictual behaviour in legislatures: Exploring and explaining adversarial remarks in oral questions to prime ministers. » *The British Journal of Politics and International Relations* 26, n° 2 (2024) : 548-568. <https://doi.org/10.1177/13691481231189381>.

Tasker, John Paul. « Speaker kicks Poilievre out of the Commons after he calls PM a 'wacko' in tense question period exchange. » *CBC News*, 30 avril 2024. <https://www.cbc.ca/news/politics/poilievre-trudeau-whacko-1.7189600>.